

L'accueil des demandeurs d'asile en Belgique

Du droit et des paradoxes

Dr. Zoé Crine

27 novembre 2025



*Centre Croix-Rouge
Yvoir Pierre-Bleue,
Octobre 2022*



ÉQUIPE DROITS
ET MIGRATIONS

Objectifs de la session

- Comprendre l'accueil en Belgique: Analyser l'accueil par ses **paradoxes**
 - Rendre lisible cette complexité
 - Décrire **et** penser l'accueil
- Les paradoxes comme fonctionnement du système d'accueil.

1. Introduction. « Une crise » (1)

Crise de l'accueil: le Samusocial ouvre un centre de 70 places pour les migrants en transit à Molenbeek

Le Samusocial ouvre ce vendredi matin un centre de 70 places de transit pour demandeurs d'asile avenue Jean Dubrucq à Molenbeek-Saint-Jean, en réponse aux personnes dormant dans la rue devant le centre d'arrivée du Petit Château à Bruxelles depuis plusieurs semaines.



La file d'attente à la porte du Petit Château: un scénario qui se reproduit quotidiennement depuis des semaines alors que Fedasil n'est plus en capacité d'absorber le nombre de requérants. - Belga.

S Par Belga

Publié le 10/12/2021 à 06:42 Temps de lecture: 3 min

Maladies, violences... l'accueil chaotique des demandeurs d'asile à Bruxelles

Plus de 700 demandeurs d'asile occupent un bâtiment à Schaerbeek depuis plus d'un mois. Pour la première fois, ils ont reçu la visite de médecins. Pas pour les soigner mais plutôt pour constater les dégâts. L'ambiance est électrique et la situation toujours sans issue.

■ Article réservé aux abonnés



De jour en jour, la situation au Palais des libertés s'empire pour les demandeurs d'asile. - Pierre-Yves Thienpont.

S Par la rédaction

Publié le 30/11/2022 à 20:11 Temps de lecture: 5 min

Crise de l'accueil : « Imaginez-vous passer la nuit dehors avec vos enfants dans une ville inconnue »

« Le Soir » a recollé le témoignage de quatre personnes victimes de la crise de l'accueil des demandeurs d'asile qui dure depuis quatre ans et qui touche désormais des familles.

■ Article réservé aux abonnés



La famille d'Ahmad a passé quatre nuits dehors après s'être vu refuser l'aide matérielle par Fedasil. - U.S.

Témoignages - Journaliste au pôle International
Par Ugo Santkin (/338464/dpi-authors/ugo-santkin)

Publié le 28/08/2025 à 18:25 Temps de lecture: 5 min

1. Introduction. « Une crise » (2)

Découvrez les 5 rapports sur l'état des lieux de la crise du non-accueil

CRISE DE L'ACCUEIL
Etat des lieux



mai 2023

POLITIQUE DE NON-ACCUEIL
Etat des lieux



avril > septembre 2023

POLITIQUE DE NON-ACCUEIL
Etat des lieux



octobre 2023 > mars 2024

POLITIQUE DE NON-ACCUEIL
Etat des lieux



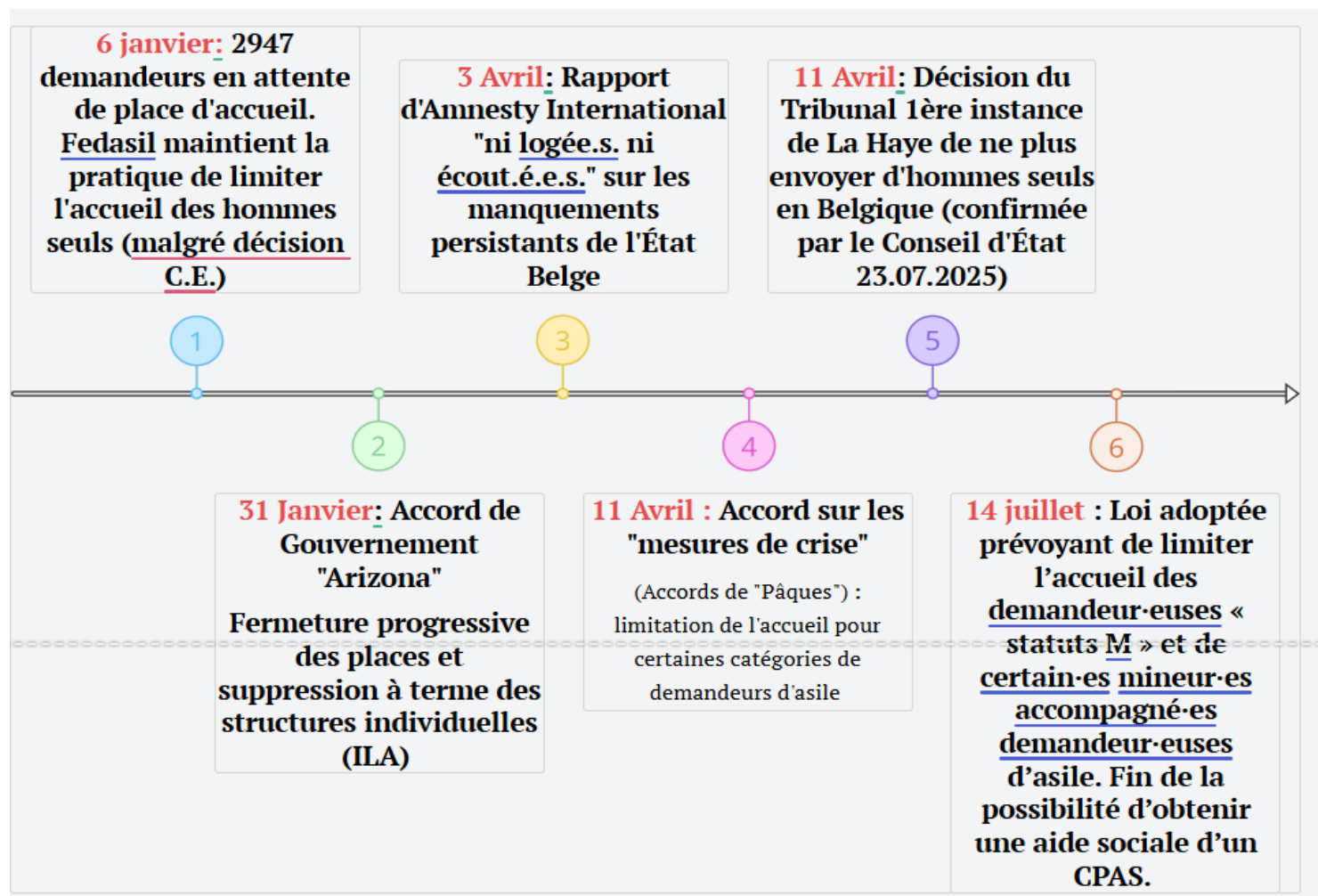
janvier > décembre 2024

POLITIQUE DE NON-ACCUEIL
Etat des lieux



<https://www.cire.be/publication/politique-de-non-accueil-etat-des-lieux-2025/>

2. Une chronologie 2025 (1)



2. Une chronologie 2025 (2)

- Et depuis...
- **Juillet 2025** – Septembre 2025: Rapport conjoint Myria et IFDH transmis au Conseil de l'Europe.
→ Plusieurs préoccupations dont dotation de Fedasil -83% d'ici 2029.
- **25 novembre 2025**: Examen Périodique Universel, Non-respect des droits fondamentaux des demandeurs de protection internationale, Conseil des DH (Myria, Unia, Centre lutte contre la pauvreté).

3. Du droit. Sur le plan juridique (1)

- Au niveau européen

Directive “Accueil” ([directive 2024/1346](#)) (vig.juin 2026): abroge et remplace la [directive 2013/33](#).

Objectifs généraux de la nouvelle directive

- Harmoniser davantage les conditions d'accueil entre États membres.
- Mieux prendre en compte les besoins particuliers (les « vulnérables », art.24).
- Renforcer l'autonomie des demandeurs (ex: accès à l'emploi max 6 mois).
- Préciser les conditions matérielles d'accueil; encadrer les limitations et les retraits de ces conditions.
- Aligner les règles sur les autres textes du Pacte asile-migration.

3. Du droit. Sur le plan juridique (2)

Une directive plus restrictive...?

Possibilités élargies de limitation des conditions matérielles d'accueil (art.23,2)

- Non-respect **de la zone géographique** désignée (lieu de résidence abandonné).
 - Non-participation aux **mesures d'intégration obligatoires**.
- Limitation possible mais **retrait complet rare**.

Capacité débordée : élargissement (art.20, 10)

Les États peuvent fournir des CMA différentes, **temporairement**, lorsque :

- Capacité épuisées ou
- Afflux disproportionné ou
- Catastrophe naturelle/humaine.

!Article 32: chaque État membre **établit un plan d'urgence**

CMA et Dublin : changement majeur (art.21)

À partir de la **notification du transfert Dublin**

→ le demandeur **perd le droit aux CMA** dans l'État où il se trouve.

Il doit se rendre dans **l'État responsable**.

3. Du droit. Sur le plan juridique (3)

- Une directive **plus inclusive?**

Article 24: liste des personnes ayant des besoins particuliers en matière d'accueil (transidentités (f), violence sexiste et raciste (k)) élargie.

Article 20,§5: **CMA attentives au genre** ? Les demandeuses d'asile hébergées en centre communautaire disposent d'installations sanitaires distinctes sécurisées.

3. Du droit. Sur le plan juridique (4)

- Au niveau national

Art. 4 Loi accueil du 12 janvier 2007 – perte de l'aide matérielle

- Lorsqu'un demandeur d'asile bénéficie déjà d'une protection internationale **dans un autre Etat membre** de l'Union européenne (ajout.par loi 2025-07-14)
- Lorsqu'un **mineur introduit une demande de protection internationale en son nom** conformément, alors qu'une demande **précédente introduite par les parents** a fait l'objet d'une décision finale négative, jusqu'à recevabilité de sa demande (ajout. par loi 2025-07-14)

+ **Ressources suffisantes** : (art.35,1 (contribution financière) ; 35,2 (l'aide n'est plus dûe si ressources suffisantes), art 35,3 (Fedasil peut contrôler les revenus professionnels des personnes hébergées via traitement des données – ajout. par loi 2025-05-25)

+ fin de l'aide sociale en cas de saturation du réseau (retrait de l'aide financière de la législation)

4. Des (réponses) politiques

Malgré l'arrêt

"A la demande de la ministre de l'Asile et de la Migration", Fedasil refuse l'hébergement à une famille malgré une décision de justice

11 sept. 2025 à 15:38 • 4 min

Partager

Écouter

Dans un courrier que la rédaction de la RTBF a pu se procurer, Fedasil indique que, "à la demande de la ministre", l'agence ne peut loger une famille qui a déjà obtenu l'asile en Grèce. Une décision de justice ordonne pourtant à l'agence chargée de l'accueil des demandeurs d'asile de leur offrir un logement en raison de leur vulnérabilité.

INFO

Par Baptiste Hupin

d'Etat,
a position
mes
angera

instruction de Nicole
nmes seuls dans le
aire d'Etat à l'Asile et

5. Des croyances et des paradoxes (1)

L'absence d'alternative au centre communautaire?

*« **L'accueil individuel est moins cher que l'accueil collectif.** La différence résulte en particulier des frais de personnel dans le cadre de l'accompagnement [...] La décision de n'octroyer qu'une aide matérielle aux demandeurs d'asile date de 2001 et a été confirmée dans l'accord de gouvernement actuel. **Le modèle d'accueil n'est pas le plus efficient, mais il vise à éviter de le rendre trop attrayant** »*

« Le changement opéré en 2001 a deux raisons. L'objectif premier était de combattre les marchands de sommeil. L'octroi d'une aide matérielle permettait d'éloigner les demandeurs d'asile du marché des logements locatifs bon marché, qui était saturé. Ensuite, le système d'aide financière belge [...] donnait l'impression de favoriser l'arrivée de demandeurs d'asile (« effet d'attrait »). L'aide matérielle coûte cependant beaucoup plus cher que l'aide financière au niveau du revenu d'intégration [...] »

5. Des croyances et des paradoxes (2)

AU NIVEAU NATIONAL :

ACCUEIL

- Notre réseau d'accueil est sous pression depuis des années. Il est inacceptable que les demandeurs de protection internationale dorment dans la rue. Nous devons respecter notre obligation d'accueil, mais nous devons également prendre des mesures pour réduire considérablement la pression sur l'accueil. C'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour réduire sensiblement et structurellement le nombre d'arrivées de demandeurs d'asile et, dans un second temps, une fois que ces mesures auront produit leurs effets, restreindre progressivement et sensiblement le nombre de places d'accueil. Nous prévoyons toujours suffisamment de places tampons en cas de fluctuation. Dans ce processus de phasing-out, l'accueil des demandeurs d'asile à l'hôtel disparaît en priorité et ensuite progressivement l'accueil des demandeurs d'asile dans des maisons et appartements individuels via les CPAS (ILA). La liste des pays sur la base de laquelle les demandeurs d'asile sont assignés à une ILA, est immédiatement supprimée. Les profils vulnérables sont hébergés dans des centres collectifs de petite taille, avec un encadrement approprié.

Merci pour votre écoute 😊

zoe.crine@uclouvain.be

